



Le journal Fakir est un journal papier, en vente chez tous [les bons kiosquiers](#) ou [sur abonnement](#).
Il ne peut réaliser des enquêtes, des reportages, que parce qu'il est acheté.

Les sept péchés capitaux de Dominique Strauss-Kahn

François Ruffin, *Fakir* n°47, septembre 2010

<http://www.fakirpresse.info/articles/361/les-sept-peches-capitaux-de-dominique-strauss-kahn.html>

Ministre des Finances de Lionel Jospin, DSK incarne, à lui seul, tous les renoncements de la gauche plurielle. Les « succès de ce modernisateur », point par point.

Le carcan monétaire : sans conditions

« Dominique Strauss-Kahn convainc Lionel Jospin de jouer à fond la carte de l'euro », *Le Monde*.

« Sous conditions ». Voilà la formule que trouvent, sur la monnaie unique, Dominique Strauss-Kahn et Lionel Jospin dans la soirée du 4 septembre 1996. C'est qu'en ces journées où le Parti socialiste concocte son programme, le Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement et les communistes réclament un nouveau référendum. Les Verts demeurent, à l'époque, opposé à Maastricht. Et même au sein du PS, la majorité soutient Henri Emmanuelli : « Si on veut retrouver la croissance, il faut sortir du carcan monétaire. » Devant cette offensive, DSK cherche la parade : le passage à l'euro se fera, mais sous « conditions ». Avec, notamment, l'affirmation d'un « gouvernement européen » face à la future Banque centrale, le rejet d'un euro surévalué par rapport au dollar, et la révision du pacte de stabilité.

Sitôt promis, sitôt trahi. « Au lendemain des élections législatives de 1997, Dominique Strauss-Kahn convainc Lionel Jospin de jouer à fond la carte de l'euro, et, oubliant les fameuses conditions que posaient auparavant les socialistes à son lancement, de se convertir au très contraignant pacte de stabilité » (*Le Monde*, 3 novembre 1999). Les ministres européens des finances se disent vite « rassurés », se montrent « confiants » : aucun « séisme » ne secouera l'Europe. La « discipline budgétaire » est acceptée, le traité d'Amsterdam signé (18 juin), et même : « les quinze accélèrent la création de la monnaie unique » (16 septembre).

DSK n'a guère bataillé. Ou seulement pour que Jean-Claude Trichet succède à Wim Duisenberg à la tête de la BCE : qu'un libéral français succède à un libéral néerlandais, voilà une jolie victoire... Depuis, tout le pouvoir est laissé aux banquiers, « indépendants », hors de contrôle démocratique. Eux se soucient de la seule inflation, qui menace la rente – guère de l'emploi. Et la gauche ne peut que se lamenter, impuissante, contre un « euro surévalué ».

Le « carcan monétaire » ne s'est pas desserré. Mais renforcé.

Services publics : « le plus grand privatiseur »

« Lionel Jospin privatise plus que Alain Juppé » *Le Monde*.

« Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profits. » La plate-forme de la gauche plurielle n'avait rien de bolchevik, aucune nationalisation n'était prévue : ne pas privatiser, l'engagement, modeste, semblait tenable.

Aussitôt installé à Bercy, pourtant, DSK reçoit Michel Bon, le PDG de France Télécom – qui plaide pour une « ouverture du capital » de son entreprise. A son tour, le ministre des finances « fait le siège de Matignon », et Lionel Jospin soupire : « Puisqu'il n'y a pas d'autre solution... » Dès sa déclaration de politique générale, le 19 juin 1997, à l'Assemblée, le Premier ministre revient alors sur son engagement de campagne, et prévient que, pour les services publics, « des adaptations seront nécessaires ».

« Après une concertation sociale approfondie » - il faut cela pour avaler des couleuvres -, « Jospin donne son feu vert, début septembre, à une privatisation partielle. A Bercy, DSK se réjouit » (*Le Nouvel économiste*, 23/04/99). La « commission des privatisations », mot honni, est rebaptisé « commission des transferts » - et sous la houlette du

grand argentier, elle « transfert » beaucoup : France Télécom d'abord, Thomson-CSF, Thomson Multimédia, Air France... DSK est médaille d'or : « le plus grand des privatiseurs », pour Les Echos (3 novembre 1999), tandis que Le Monde dresse ce constat : « Lionel Jospin privatise plus que Alain Juppé » (7 août 1998).

Privatiser, soit, mais pour quel résultat ? Libéré de l'Etat et de ses pesantes contraintes, Michel Bon verse dans la folie des grandeurs : jusqu'alors prospère, France Télécom rachète, en 2000, le britannique Orange pour 50 milliards d'euros, acquiert quelques autres babioles, devient la seconde entreprise la plus endettée du monde, à hauteur de 75 milliards d'euros, et frôle le gouffre dès 2002. Ce fleuron du service public n'évite la ruine que grâce... à l'Etat : bon bougre, il remet 15 milliards au pot. Et son nouveau PDG, Thierry Breton, s'engage sur 15 autres milliards d' « économies en interne » - sur le personnel, donc. Les suicides à répétition, chez les agents Orange, la pression qu'ils subissent, trouvent leur source ici. Dans un choix politique. Effectué sous un gouvernement de gauche.

Airbus : en cadeau à Lagardère

C'est à cet « incompetent » que DSK a remis les clés du trésor.

« Une excellente nouvelle », voilà comment Dominique Strauss-Kahn, alors ministre des finances et « coordinateur aéronautique en Europe », salue la privatisation de Aérospatiale. Et c'est à Lagardère qu'est confiée l'entreprise – un patron qui fréquentait le Cercle de l'industrie... A toutes les étapes du « deal », c'est DSK qui a négocié. Et tout accordé : « Airbus », d'abord, cette mine d'or - à une société, Matra, pourtant étrangère aux avions civils. Une ristourne sur les actions, aussi, évaluée à quatre milliard de francs. Et surtout, les pleins pouvoirs au privé : malgré les 15% qu'il possède encore, l'Etat français se retrouve « interdit de gestion ». Ses intérêts sont représentés par Jean-Luc Lagardère (0,9% du capital), dont les lieutenants (Philippe Camus, Noël Forgeard, Jean-Louis Gergorin, Philippe Delmas, Jean-Paul Gut) occupent les postes-clés. Europe 1, la radio de Lagardère peut exulter : « L'équipe Jospin sort des entreprises du giron de l'Etat à un rythme deux fois supérieur à celui de la droite. Pour ce qui est d'Aérospatiale, il était temps. » (16/02/99).

Et pourquoi pareille urgence ? Par voracité. Durant « cinq années de dividendes », les actionnaires se goinfrent le cours du titre en bourse grimpe de 70 %, un rachat d'actions, à hauteur de 7 milliards d'euros, est programmé. Autre chanson, pour les salariés : à l'automne 2006, la direction décrète la plan Power 8, 10 000 emplois seront supprimés en Europe, délocalisés. L'injustice sociale se double d'un scandale financier : « J'ai le choix de passer pour quelqu'un de malhonnête ou d'incompétent qui ne sait pas ce qui se passe dans ses usines. J'assume cette deuxième version », se défend étrangement Arnaud Lagardère (Le Monde, 15 juin 2006).

C'est à cet « incompetent », donc, que DSK a remis les clés du trésor – et l'héritier s'est servi à pleines mains. Mais l'ancien ministre n'en paraît pas fâché : au moment de l'affaire, Strauss-Kahn publie une tribune dans Le Monde (également copropriété de Lagardère) sans que ce nom ne soit prononcé. Ni Jean-Luc, ni Arnaud. C'est qu'un pacte les unit – dont le politique récolte aujourd'hui les fruits médiatiques...

Stock-options : la fiscalité des patrons

Le Ministre des finances de la gauche plurielle défait ce que la droite a construit

Sujet sensible. DSK avance donc pas à pas : dès l'automne 1997, « les bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise » - stock-options, en français... - bénéficient d'une fiscalité allégée, mais simplement pour « les sociétés de moins de sept ans ». Un an s'écoule, et en 1998, c'est désormais pour « les sociétés de moins de quinze ans. » En janvier 1999, Dominique Strauss-Kahn croit désormais l'heure venue : toutes les stock-options, désormais, même celle des patrons du CAC 40, seront imposées à 26 % - et non plus à 40 %... Le Ministre des finances de la gauche plurielle défait, ici, ce que la droite a construit : c'est Alain Juppé, deux ans plus tôt, qui avait relevé le taux d'imposition de 26 % à 40 % !

Le cadeau est trop gros : c'est un tollé. « Quatre milliards de francs pour 12 000 privilégiés, s'empare Louis Viannet, le leader de la CGT, comparés aux 4,5 milliards de francs dégagés pour quelque 4 à 5 millions de chômeurs ou d'exclus, on voit de suite qu'une telle mesure irait dans le droit fil de la justice sociale !... » (Le Monde, 9/01/99). Les communistes et les Verts protestent. D'autant que, malchance, on apprend alors que Philippe Jaffré, l'ancien (et nullissime) patron d'Elf, serait parti avec deux cents millions d'indemnités et de stock-options. Les députés socialistes, en rébellion contre Bercy, déposent un amendement pour relever la taxe à 54 % - comme l'impôt sur le

revenu... finalement abandonné. On en reste au statu quo, un match nul. Et bientôt mis en examen, DSK ne mènera pas son combat plus loin. Mais à ses amis patrons, par pragmatisme, il aura tout de même évité quelques désagréments : la Taxe Tobin sur les transactions financières, prônée dans le programme mais aussitôt repoussée. L'impôt sur la fortune, qui devait s'étendre aux biens professionnels : les grandes fortunes y échapperont. Même les niches fiscales dans les DOM-TOM seront prolongées ! Quant à la taxe professionnelle, elle sera allégée de vingt milliards de francs en cinq ans...

Banque : se débarrasser du pôle public

« *La mise en place d'un grand pôle financier public.* » Voilà la promesse qu'adresse, au printemps 99, Dominique Strauss-Kahn aux députés communistes. C'est que le groupe PC à l'Assemblée bougonne. D' « établissements de crédit à but non lucratif », les Caisses d'Epargne vont se transformer en en « banques coopératives », et nettement plus lucratives – un « véritable bouleversement » comme le titre La Tribune (7/02/00).

En fait de « grand pôle financier public », Libération le félicite : « *Et de cinq. Après le GAN, le CIC, la Marseillaise de Crédit et le Crédit Lyonnais, Dominique Strauss-Kahn n'avait plus qu'un dossier à boucler pour achever son grand œuvre, connu sous le nom de code de 'restructuration du secteur financier' : la cession du Crédit foncier de France (CFF). Depuis hier, voilà l'affaire réglée. (...) L'Etat s'est débarrassé de la dernière banque publique* » (Libération, 11/07/99). On ne saurait mieux dire : bon débarras ! Devant pareille « œuvre », le ministre des Finances s'auto-congratule : « *Le secteur financier public a été remis sur les rails.* » Et comment ? En supprimant « le secteur financier public » ! Même le quotidien patronal Les Echos est surpris de cette prouesse : « *La réduction spectaculaire de l'emprise du public, depuis deux ans, se réclame du réalisme* » (7/10/99).

C'est qu'à chaque fois, DSK sait trouver les mots qui touchent. Pour l'ouverture du marché de l'électricité, par exemple, trait de génie, il avait inscrit un « droit à l'énergie », et ça avait marché : les parlementaires avaient approuvé. Pour la « privatisation des Caisses d'Epargne », il ajoute un petit mot sur le « développement durable » et contre « l'exclusion bancaire ». Ca fait joli, et ça marche encore. Dix ans plus tard, en fait de « développement durable », l'Ecureuil est devenue une « vraie banque » : il s'est lancé à fond dans la spéculation. Jusqu'à la débâcle record de Natixis – près de 10 milliards éponnés par les contribuables...

Retraites : des fonds de pension « à la française »

« *Une tentative pour faire avancer la retraite par capitalisation au détriment des régimes par répartition* » : voilà comment, durant la campagne de 1997, le porte-parole du PS, François Hollande, condamne les fonds de pension.

Changement de partition, à l'automne : « *la création d'un système de retraite par capitalisation (fonds de pension), en marge des régimes par répartition actuels, est de nouveau à l'ordre du jour. Le ministre des finances, Dominique Strauss-Kahn, a expliqué devant les financiers réunis par la Commission des opérations de Bourse (COB), mardi 9 décembre, qu'il allait relancer la réflexion sur les fonds de pension à la française* » (Le Monde, 11/12/97).

C'est son dada, à DSK – et depuis un bail. Dès 1982, avec son ami Denis Kessler, ils publient L'Epargne et la retraite - un ouvrage qui plaide en faveur des « assurances vie ». Leurs trajectoires divergent, apparatchik socialiste pour l'un, dirigeant de AXA, puis de la Fédération française des sociétés d'assurance pour l'autre, mais les deux co-auteurs ne se quitteront plus. On dîne ensemble à la maison. DSK invite DK à s'exprimer devant les cadres du PS. DK invite DSK à s'exprimer aux Journées de l'assurance – contre 20 000 F. Et quand ils se retrouvent tous deux aux affaires, l'un comme « n°1 bis du MEDEF », l'autre comme maître de Bercy, les deux partenaires s'accordent pour créer des « fonds partenariaux » - un mot qui sonnait moins anglo-saxon.

Là encore, sa mise en examen – et les réticences des députés – bloqueront le projet. Mais le grand argentier n'a pas dit son dernier mot : « *Si on arrive à vivre 100 ans, déclarait-il en mai dernier sur France 2, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans, il va bien falloir que d'une manière ou d'une autre ça s'ajuste. Dans beaucoup de pays, c'est la voie qui est choisie.* » Comme quoi, sur les grands projets, pour les grandes idées, le directeur du FMI peut se soucier de politique intérieure...

21 avril 2002 : la strauss-kahnisation de Jospin

Avant d'entrer à Matignon, Lionel Jospin le sermonnait : « Ne répète pas ce que te disent les patrons », lui reprochait de « baigner dans le patronat », s'agaçait de ses diners en tête à tête avec le CAC 40.

Mais aussitôt chef du gouvernement, il en fait son « conseiller particulier » : « Le Premier ministre écoute beaucoup le ministre des Finances, le consulte chaque jour en dehors de sa sphère de compétence, sur tous les dossiers : DSK a même à Matignon un petit 'réduit' discret qui lui évite de faire des aller et retour à Bercy » (Le Point, 13 juin 1998). Et que lui répète alors le « réaliste », le « pragmatique » Dominique Strauss-Kahn, sur Vilvorde, sur Michelin, sur l'Europe ? Que « les marges de manœuvre sont très faible », qu' « il n'y a pas d'autre solution », etc. Alors qu'une tentative de transformation réclame toujours, à gauche, une confrontation au monde, aux forces d'argent, à leurs médias, aux intérêts des élites, aux diplomaties conservatrices, Lionel Jospin « écoute » l'homme qui, dans son entourage, accepte pleinement cet ordre des choses – et lui recommande la même acceptation.

D'où une métamorphose que raconte, surpris, Le nouvel Economiste, au printemps 1999, titrant « Jospin le libéral » : « C'était mardi 6 avril, devant l'auditoire très select de la Fondation Saint-Simon. Lionel Jospin était venu s'expliquer sur ses conceptions économiques : 'J'ai évolué, a-t-il avoué ce jour-là. Sur certains sujets, je me suis étonné moi-même. J'ai découvert que la réalité était plus complexe que je ne le croyais.' Au lendemain de l'élection présidentielle, quand il n'était que premier secrétaire du PS, devant ce même aéropage très gauche caviar, il était au contraire apparu comme le tenant d'une gauche frileuse hésitant à bousculer les dogmes, accrochée au secteur public, aux nationalisations et au volontarisme d'Etat. Lionel Jospin passait alors pour un archéo, un brin sectaire, brouillé avec les lois de l'économie de marché. Parpaillot affichant son mépris pour l'argent, à mille lieues des entreprises, des affaires, des sphères de la finance. Il y a trois ans et demi, devant les saint-simoniens, Lionel Jospin était mal à l'aise, tendu. Mais le 6 avril, il est apparu rayonnant, affichant sans complexes son pragmatisme de gauche, devant la crème de l'establishment, au cœur du temple de la pensée unique. »

« Mon programme n'est pas socialiste », proclamerait bientôt le gentil Lionel pour lancer sa gentille candidature à la présidentielle. Et il refuserait de rencontrer les salariés de Lu, un peu trop vindicatifs, trop virulents. Et il ne prononcerait pas une fois le mot « ouvrier », trop archaïque, d'après ses gentils communicants. Ouvrant un boulevard à gauche pour une myriade de méchants contestataires, et faisant largement fuir l'électorat populaire vers le méchant Le Pen...